

QUINOA

Trimestriel de l'asbl Quinoa - 73 rue Bosquet - 1060 Bruxelles - Belgique - Tel.: 32-2-534.48.82 - Fax: 32-2-537.96.61 - E-mail: quinoa@arcadis.be - Bur. de dépôt: Bx 05. Prix de vente: 30FB / 5FF

Editorial

Une caravane de plusieurs centaines de paysans d'Inde vient en Europe pour nous expliquer comment cela se passe chez eux 'la mondialisation'. La planète est devenue un village, ils se sont donc dit: "Allons frapper chez le voisin du Nord, peut-être ne se rend-t-il pas compte, mais la cloison qui nous sépare est en train de s'effondrer. Notre famille s'est agrandie et notre espace s'est tassé. A force de se pousser contre le mur, mes enfants l'ont fait fortement pencher de son côté, alors s'il s'effondre..."

Quinoa, en tant que tiers-passeur entre le Nord et le Sud, entend donner écho à ces voix lointaines qui nous interpellent. Nous voulons saisir cette opportunité pour rappeler la nécessité d'un dialogue entre toutes les populations du monde. Aux malentendus antérieurs, la mondialisation n'a pas apporté de solution. Bien au contraire, elle a mis en évidence ces dialogues de sourds et langues de bois des plus forts qui annoncent toujours l'amélioration pour demain et finalement déplorent la catastrophe inéluctable. Trop tard.

Pourtant, les sans-voix et sans-visage, de plus en plus nombreux, cherchent à se faire entendre. Et quand la parole n'est pas accordée - ils l'ont suffisamment démontré - ils sont capables de la prendre. Quand libertés ne riment plus qu'avec marchés, quelle place reste-t-il pour la dignité, la vie de tous? Pourquoi parler de droits ou de démocratie quand la règle secrète du jeu est toute autre? Et quelle chance pour la paix? Au-delà de ces réflexions auxquelles nous invitent nos visiteurs du Sud, il y a la question de notre avenir commun. Voilà l'occasion de travailler à la mise sur pieds de nouveaux réseaux d'information et d'action, de synergies, pour questionner la mondialisation et ses dérives.

L'ÉQUIPE DE QUINOA

LE NECESSAIRE DEBAT SUR LA MONDIALISATION

Les principaux thèmes qui mobilisent ces paysans lointains

Lors des rencontres et des manifestations, la caravane intercontinentale abordera cinq thèmes qui lui paraissent fondamentaux dans le cadre de la mondialisation. Par-delà les divergences et les points de vue contradictoires sur la mondialisation, la caravane, par la diversité et la qualité de ses acteurs, permettra donc d'ouvrir un espace de débats et de confrontations à un très large public.

Le libre-échange est le principe économique le plus largement admis et incontesté de nos jours. Pourtant, dans un monde où les inégalités se creusent - les 358 hommes les plus riches au monde en 1995 avaient une fortune équivalente au revenu

Quinoa? ...est une Organisation

Non Gouvernementale libre de toute appartenance politique, philosophique ou religieuse. Depuis 1990, notre équipe vise à sensibiliser aux réalités sociales et culturelles des différentes populations du monde et à leur complémentarité. Par un effet miroir, nous voulons encourager de nouveaux comportements à l'égard de l'autre et de nos différences; le but est aussi de susciter un regard critique sur notre propre société.

VENTS DU SUD, TEMPÊTE AU NORD ?

annuel de presque deux milliards d'êtres humains -, les échanges commerciaux ne dépendent-ils pas (aussi) de conditions politiques et sociales pour être véritablement libres? Actuellement, le principal effet des lois du marché est de détruire toujours plus les liens sociaux à tous les niveaux (Etat, famille, communauté, association). Dès lors, cette logique économique peut-elle à elle seule diriger nos sociétés? Ne devrait-elle pas être subordonnée ou au moins "corrigée" par une logique politique et sociale?

Les multinationales et le capital transnational.

Les principaux acteurs de la mondialisation sont des multinationales dont les cinq plus importantes ont un chiffre d'affaires qui représente près du double du produit national brut (PNB) de l'Afrique subsaharienne. Ces grandes firmes jouent un rôle toujours croissant dans le commerce mondial alors que les peuples ne les contrôlent en rien et les gouvernements que fort peu. Aujourd'hui, la vitesse des transactions et la spéculation font que la richesse virtuelle des pays va de pair avec la pauvreté matérielle des populations. Dans ces conditions, n'y a-t-il pas urgence à imposer certaines limites à ces multinationales et à développer un contrôle des citoyens à leur égard?

OGM. Depuis quelques années, les industries agroalimentaires nous promettent un avenir de progrès grâce aux nouvelles technologies agronomiques - organismes génétiquement modifiés (OGM), biotechnologies, ... Mais les citoyens savent bien peu de choses des enjeux et des risques de ces nouveaux produits. De plus, un lourd passif tant écologique qu'humain (révolution verte, Bhopal, les défoliants, ...) caractérise ces multinationales. Dès lors, ne vaut-il pas la peine de prendre le temps de s'informer et d'évaluer tous les risques et les enjeux avant de prendre des décisions qui auront des conséquences pour plusieurs générations?

(voir aussi page 4)

La dette du Tiers Monde, dans son ensemble, ne cesse d'augmenter même si chaque année, les pays du Sud consacrent une part importante de leur budget à la rembourser. Ces dettes ont été contractées le plus souvent par des régimes autoritaires ou dictatoriaux sans aucun contrôle ni même consultation des populations concernées. L'argent dépensé par ces pays pour le paiement de la dette pourrait être utilisé pour des programmes d'éducation, de santé ou de développement. Le remboursement de la dette du Tiers Monde est-il alors encore possible et souhaitable?

La menace nucléaire et le désarmement mondial. A l'heure tragique de la guerre dans les Balkans, la paix semble toujours plus inaccessible. Pourtant la guerre n'est pas une fatalité. Il faut s'interroger sur le rôle des grandes puissances qui tirent un bénéfice substantiel de la vente d'armes et sur l'intérêt et l'utilité de conserver une organisation comme l'OTAN. Une des conditions préalables pour donner une chance à la paix n'est-elle pas un désarmement global (des mines anti-personnelles aux armes nucléaires en passant par les armes lourdes) et mondial?

F.T. (voir aussi page 4)



POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE MONDIALE UNE CARAVANE PASSE...

Du 22 mai au 20 juin, un convoi de plusieurs centaines de paysans d'Inde débarque en Europe. Rejoins par d'autres mouvements du Sud, ils entendent manifester au quatre coins du Vieux Continent. Paysans sans terre du Brésil, Maoris de Nouvelle-Zélande, syndicalistes de Corée du Sud, ... se retrouvent dans une même démarche.

L'initiative de ce projet sans précédent revient à différentes organisations populaires indiennes qui sont parmi les acteurs les plus dynamiques de la société civile mondiale, et avant tout au KRRS⁽¹⁾, l'un des principaux syndicats paysans en Inde. S'ils viennent jusqu'ici manifester, c'est que les décisions politiques qui les affectent se prennent chaque fois plus loin de l'endroit où ils vivent, trop loin pour que leurs protestations puissent être écoutées ou même connues. Ils se sont donc résolus à venir en grand nombre en Europe, là où se prennent les principales décisions mondiales, pour faire entendre leurs voix devant les centres internationaux de pouvoir (OMC, G7, Conseil européen, OTAN, ...).⁽²⁾

Des objectifs multiples. D'une part, la caravane veut apporter au Nord le point de vue du Sud à partir d'un témoignage massif et direct sur ce qu'est la mondialisation et comment elle affecte les sociétés du sud. D'autre part, il y a la volonté de rencontrer et de dialoguer avec le plus large éventail possible d'associations et d'organisations européennes

- de syndicats paysans aux groupes de chômeurs en passant par les étudiants, les ONG's, les mouvements de femmes, de sans-papiers, ... - sur les problèmes posés par la mondialisation de l'économie. Enfin, à travers ces contacts directs, échanger des idées de développements alternatifs et, à plus long terme, développer un réseau d'échange et de résistance pour la société civile au niveau mondial.

Dans un débat public, le patron d'un des plus grands groupes financiers européens a expliqué en substance que la 'globalisation' représentait 'la liberté pour son groupe de s'implanter où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possible en matière de droit du travail et de conventions sociales.'

Extrait de *La Bourse ou la vie* de Eric Toussaint, Bruxelles, Editions Luc Pire, 1998

Une longue marche. La caravane sera en Belgique du 27 au 30 mai et son programme est aussi riche en rencontres qu'en manifestations. Le jeudi 27 mai, elle participera à la manifestation pacifique devant l'OTAN organisée par Voor Moeder Aarde dans le cadre de la marche pour le désarmement mondial et l'arrêt immédiat des bombardements au Kosovo. Le vendredi 28 mai, elle manifestera avec d'autres organisations à Louvain-La-Neuve, devant le siège de Monsanto, pour protester contre les dégâts écologiques et sociaux dus à la mainmise de cette multinationale dans les domaines agricole et alimentaire. Le soir-même, tout le monde est invité à participer à une grande fête de rue à Bruxelles. Le lendemain après-midi, sera consacré aux rencontres non seulement entre les organisations participantes et la caravane mais aussi avec le public intéressé. Enfin, le dimanche matin, la caravane partira pour Paris.

L'ÉQUIPE DE LA CARAVANE

Notes:

(1) KRRS: association des paysans de l'Etat du Karnataka, Inde (voir article ci-après).

(2) OMC: Organisation Mondiale du Commerce; G7: groupe des sept premiers pays industrialisés (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon).

Pour plus d'information:

Comité local d'accueil de la caravane: Tel.02/539.39.44 - Fax.02/534.66.96 - Email: transnationalar@hotmail.com
Site web: caravane = <http://www.stad.dsl.nl/~caravan> ou site web de l'A.M.P. = <http://www.agp.org>

KRRS: HÉRITAGE DE GANDHI ET D'AUTRES PISTES POUR L'AGRICULTURE

Le Karnataka Rajya Raitha Sangha (KRRS), association d'agriculteurs de l'Etat du Karnataka en Inde, née en 1980, représente un mouvement paysan qui compte près de dix millions de membres. Opposé au système de castes en vigueur, le KRRS mène une lutte qui dépasse la seule défense de ses membres.

Il se bat notamment en faveur d'une place plus importante des femmes dans la société civile et politique. Dans ce mouvement la plupart des membres se réclament de Gandhi et de son action non-violente. Leurs revendications sont avant tout écologiques et éthiques. Sans être opposés aux nou-

velles technologies et au progrès, ses membres rejettent l'agriculture chimique et biotechnologique, et tout particulièrement le brevetage des variétés traditionnelles de cultures, qui détruit 75 % des moyens de subsistances que les paysans tirent de la terre et du libre accès à la biodiversité. Ils prônent en retour une agriculture traditionnelle et durable, un développement fondé sur la démocratie au niveau du village. Les actions du KRRS prennent essentiellement la forme d'actions de désobéissance civile.

C'est également au Karnataka qu'un centre mondial pour le développement durable a vu le jour. Un programme de développement et de conservation de variétés traditionnelles de graines y est expérimenté, ainsi qu'un centre pour les technologies et la médecine "traditionnelles", une "école verte", etc. La venue en Europe des paysans du KRRS est financée solidairement par les centaines de villages qu'ils représentent.

PEUT-ON IMAGINER UNE MONDIALISATION À VISAGE HUMAIN?

La mondialisation est aujourd'hui un fait incontournable et irréversible. Bien que le terme soit récent, les phénomènes auxquels il renvoie lui sont bien antérieurs. De la route de la soie, aux 'grandes découvertes' européennes, en passant par la colonisation, les frontières de l'humanité n'ont cessé de s'élargir jusqu'à ce jour.

De nos goûts musicaux à notre alimentation, en passant par le langage, bien peu de domaines de la vie quotidienne échappent à son emprise. Phénomène pluridimensionnel, la mondialisation est aussi un sujet polémique, une source de controverse. La mondialisation, en effet, revêt sa face d'ombre et sa face de lumière. Son visage généreux se manifeste dans tous les échanges susceptibles de favoriser la rencontre, l'ouverture aux valeurs démocratiques, humanistes, etc. La part d'ombre, quant à elle, s'accompagne et se confond avec la phase la plus débridée du libéralisme économique: le néolibéralisme. Le libéralisme, comme doctrine économique, repose sur une large confiance accordée au marché animé par les acteurs privés. L'Etat ne doit pas par son intervention gêner le libre jeu de la concurrence, censé aboutir à la satisfaction de l'intérêt général.

Globalement négatif? Le néolibéralisme est une reprise contemporaine des idées libérales, amorcée autour des années 1970. La chute du mur de Berlin et la fin de la guerre froide - qui annoncent, selon certains tenants de la pensée libérale, la fin des idéologies, voire de l'Histoire, - ont favorisé l'organisation économique du monde autour des seules valeurs libérales. Les innovations technologiques et l'ambition des organisations économiques internationales ont parachevé et accentué le processus, en lui donnant une tournure inattendue, inédite. Ce qui est alors en question, c'est une vision exclusivement économique de la mondialisation, appelée aussi 'globalisation' (adaptation du terme anglais): l'internationalisation de l'économie s'accompagne d'une concentration du pouvoir dans un nombre de mains privées de plus en plus réduit. Le pouvoir de décision sur les enjeux essentiels - de la redistribution des revenus en passant par les politiques de l'emploi, etc.- glisse des Etats aux sociétés transnationales. Leur mainmise croissante sur la vie économique, culturelle et sociale de toute la planète passe notamment par la mise en place d'un cadre juridique favorisant une libéralisation plus grande encore. Cette politique est notamment celle défendue par les institutions comme le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Com-

merce (OMC). La logique du système économique actuel prive des communautés entières de leurs moyens de subsistances traditionnels, en leur imposant ses contraintes et ses lois (au nom de la compétitivité ou de l'efficacité) sans nécessairement leur garantir un accès aux bénéfices de l'économie moderne...

De la résistance aux stratégies collectives. Des quatre coins de la planète, la domination de la logique marchande sur tout autre logique, n'est pas restée sans réponse. Les bouleversements nés de la mondialisation poussent les acteurs des sociétés civiles à renouveler leurs modes d'action et d'organisation, les défis se présentent tant au niveau national qu'international. Les communautés du Sud, dépendant de l'environnement naturel pour leurs subsistances interpellent les acteurs sociaux du Nord industriel, soumis à une même logique d'exclusion ou de précarisation. Ces convergences autour d'une quête commune de la dignité ou en faveur d'une économie au service de l'humain pourraient préfigurer les premiers pas d'une société civile globale.

Des mouvements emblématiques peuvent être épinglés. Ce sont par exemples, le mouvement zapatiste, porte parole des griefs historiques des communautés indiennes du Mexique, qui élargit ses perspectives aux causes macro-économiques de la marginalisation de ces dernières. La lutte du Mouvement sans-terre au Brésil (quelques 300.000 membres), vise à la fois l'organisation des paysans en coopératives locales (quelques 4 millions de familles sans-terre) tout en exigeant des autori-

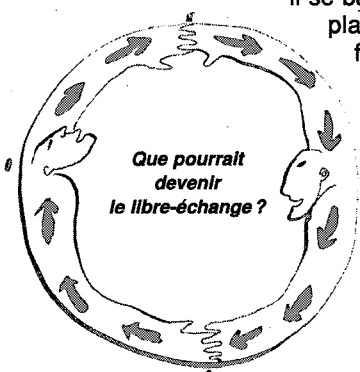
vents du Sud

tés une politique agraire à portée globale. En Inde, le National Alliance of people's Movements rassemble des groupes sociaux vivant des ressources naturelles (dont le KRRS), ou marginalisés par les traditions séculaires et le système économique actuel (femmes, intouchables, pêcheurs artisanaux, etc.). L'action du NAPM vise non seulement la Nouvelle Politique Economique, ou le pouvoir des multinationales et de l'Organisation Mondiale du Commerce, mais illustre également d'autres modes de production et de consommation (modes de vie non consommateurs, technologies indigènes, etc.).

Des réseaux Nord-Sud. Au Nord, y répondent des réseaux citoyens comme ATTAC (Association pour une Taxe sur les Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens); et quand des réseaux du Nord et le Sud se rencontrent, émergent des initiatives communes telles: Jubilé 2000 (mouvement pour l'annulation de la dette du Tiers Monde) ou l'Alliance pour un monde responsable et solidaire (voir Quinoa Janvier-mars 98). Et que dire de tous ces mouvements éphémères qui s'organisent - parfois de manière très spontanée - comme le Forum des Pauvres en Thaïlande ou encore le mouvement des jeunes chômeurs ou des sans-papier en Europe ?

MICHEL LUNTUMBUE

Pour plus d'information: Comité Chiapas-Bruselas
Tel.: 32-2-537.56.04 (lundi 18h-21h) - E-mail: quinoa@arcadis.be



LES VOIX DU SUD VIENNENT DÉNONCER DES SOUMIS ET DES HOMMES

La mondialisation économique actuelle que rejettent nombreux mouvements populaires du Sud (dont quelques uns sont présents dans la caravane) porte un autre nom: le néolibéralisme. Nous avons préféré laisser le soin de décrire cette nouvelle situation au porte-parole des indiens zapatistes (Chiapas, Mexique), le sous-commandant Marcos. Il s'agit d'extraits d'un de ses communiqués adressés au monde: *La IVème guerre mondiale a commencé.*

I.

"Le néolibéralisme, comme système mondial, est une nouvelle guerre (...). Si la troisième guerre mondiale (la guerre froide) a vu l'affrontement du capitalisme et du socialisme sur divers terrains et avec des degrés variables, la quatrième se livre entre grands centres financiers, sur des théâtres mondiaux et avec une for-

midable et constante intensité (...). Les principaux éléments conflictuels sont l'accroissement important des *no man's land* (du fait de la débâcle de l'Est), le développement de quelques puissances (les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon), la crise économique mondiale et la nouvelle révolution informatique. Grâce aux ordinateurs, les marchés financiers, depuis les salles de change et selon leur bon plaisir, imposent leurs lois et leurs préceptes à la planète. La "mondialisation" n'est rien de plus que l'extension totalitaire de leurs logiques à tous les aspects de la vie (...).

II.

Dans cette nouvelle guerre, la politique, en tant que moteur de l'Etat-nation, n'existe plus. Elle sert seulement à gérer l'économie, et les hommes politiques ne sont plus que des gestionnaires d'entreprise. Les nouveaux maîtres du monde n'ont pas besoin de gouverner directement. Les gouvernements nationaux se chargent d'administrer les affaires pour leur compte. Le nouvel ordre, c'est l'unification du monde en un unique marché. Les Etats ne sont que des entreprises avec des gérants en guise de gouvernements (...).

III.

L'unification que produit le néolibéralisme est économique; dans le gigantesque hypermarché planétaire ne circulent librement que les marchandises, pas les personnes. Cette mondialisation répand aussi un modèle général de pensée; l'American way of life. Il s'agit d'une destruction des bases matérielles des Etats-nations, mais également d'une destruction historique et culturelle.

IV.

L'un des mensonges néolibéraux consiste à dire que la croissance économique des entreprises produit une meilleure répartition de la richesse et de l'emploi. C'est faux. De même que l'accroissement du pouvoir d'un roi n'a pas pour effet un accroissement du pouvoir de ses sujets (c'est plutôt le contraire), l'absolutisme du capital financier n'améliore pas la répartition des richesses et ne crée pas de travail. Pauvreté, chômage et précarité sont ses conséquences structurelles."

D'APRÈS 'LA IVÈME GUERRE MONDIALE A COMMENCÉ',
PARU DANS LE MONDE DIPLOMATIQUE, AOÛT 1997

Voir aussi les nombreux articles parus dans le Monde diplomatique ou site web ATTAC: <http://www.attac.org> ou encore CADTM Tel. 02/527.59.90 et Email: cadtm@skynet.be ou site web: <http://users.skynet.be/cadtm>

LE MEXIQUE SOCIAL, LABORATOIRE DE LA GUERRE DE RÉSEAUX

Dans une étude destinée à l'armée américaine, publiée en février dernier, des chercheurs attribuent aux Indiens zapatistes la paternité d'une nouvelle forme de lutte sociale qu'ils appellent 'netwar' ou 'guerre de réseaux'.

Un nouveau type de conflit, dont la principale modalité repose sur l'articulation de réseaux locaux et transnationaux, utilisant la technologie de l'ère de l'informatique pour atteindre leurs objectifs. Cette stratégie, qui a ébranlé les fondements du système politique mexicain, interpelle par ses incidences futures les responsables de la sécurité nationale nord-américaine. Les quelques milliers de petits 'paysans-soldats' sont parvenus à exercer des pressions extraordinaires en faveur de réformes démocratiques, et à faire resurgir le spectre de l'instabilité dans le voisinage immédiat de la première puissance du monde. C'est en nouant des liens avec certains moyens de communication et certaines organisations non gouvernementales locales et transnationales, regroupées en coalitions transfrontalières étroitement imbriquées et coordonnées, que l'armée zapatiste a réussi à dominer le débat politique durant deux années, tout en limitant la marge de manœuvre du gouvernement mexicain.

Big Brother et la société civile globale.

Quelles implications le conflit du Chiapas peut-il avoir pour la stratégie militaire Us en général? Quelle importance ce conflit revêt-il pour l'armée des Etats-Unis? Il importe, affirment les auteurs, dans la mesure où le monde change et que la probabilité est plus grande de voir se développer des guerres de réseaux sociaux, plus que des insurrections classiques, dans les Etats-nations

Tempête au Nord

alliés
ou présen-
tant un intérêt vital
pour les Etats-Unis. Les

responsables militaires doivent ainsi centrer leur attention sur les activités des organisations non gouvernementales et sur les communications par Internet: "Bien que leur l'optique soit au départ, plus informative qu'économique, politique ou militaire, les ONG de la société civile globale pourraient devenir des redoutables instruments politiques et stratégiques à l'ère de l'informatique".

D'APRÈS UN ARTICLE DE JIM CASON ET DAVID BROOKS, PARU DANS
LA JORNADA DU 8 FÉVRIER 1999. Traduction et adaptation, M. Luntumbue

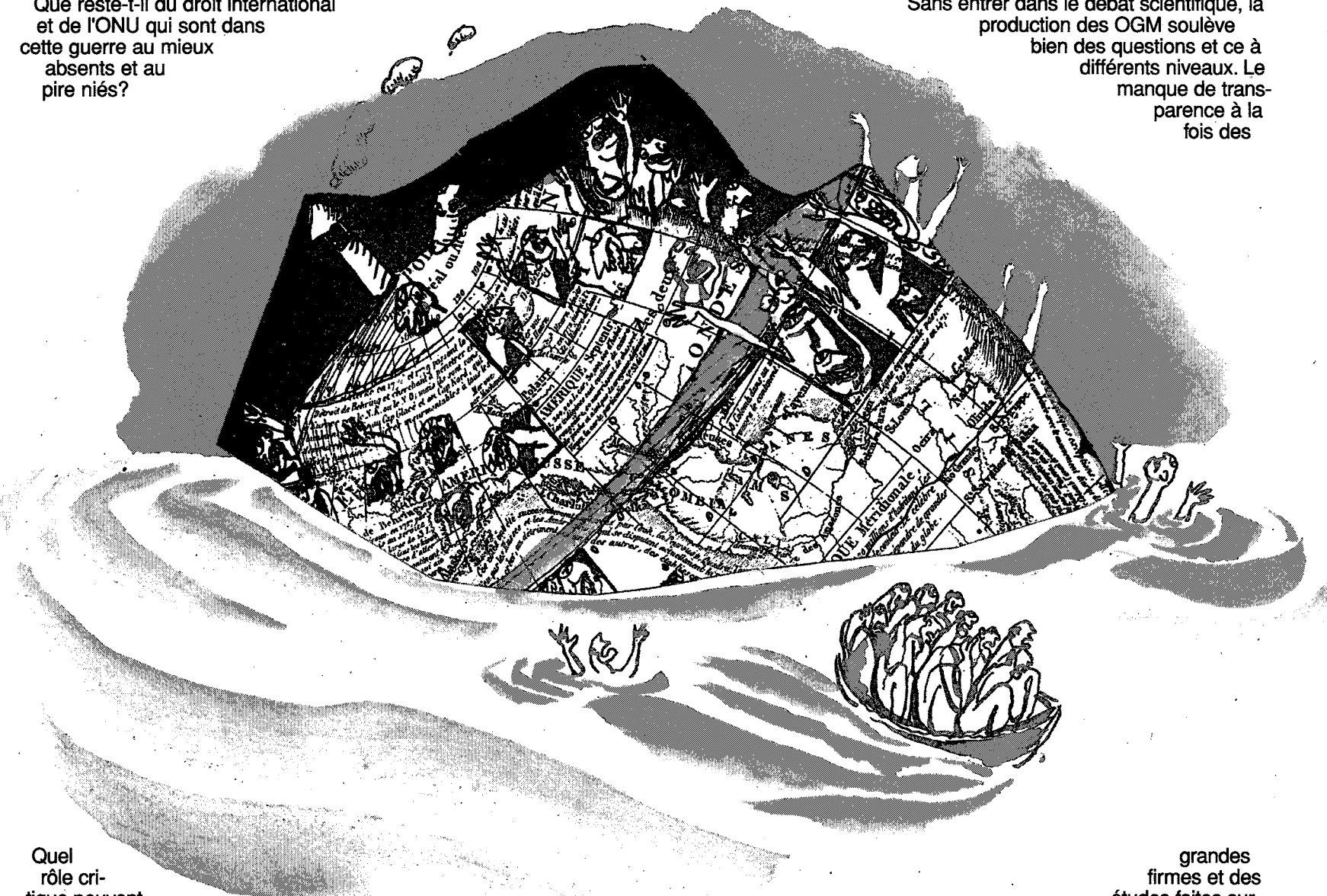
JOURNAL QUINOA ? C'est le nom d'une plante merveilleuse de la culture andine dont l'Occident a longtemps nié les valeurs et les vertus. Elle symbolise survie et résistance pour les populations qui la cultivent. Ce trimestriel s'inscrit dans le prolongement de notre action de sensibilisation aux réalités des pays du Sud et à l'importance du dialogue Nord-Sud. **Equipe de rédaction** de notre trimestriel: toute l'équipe de la Caravane et du Comité Chiapas-Bruxelles; coordination, mise en page: Martin Van der Belen; illustrations originales: Charley Case; éditeur responsable: Emmanuelle Krug. Imprimé sur papier recyclé; abonnement pour la Belgique: 300FB / France: 50FF par an, au numéro de compte: 523-0402752-83, avec la mention "Abonnement Quinoa". **Contact:** Quinoa, ONG - 73 rue Bosquet - 1060 Bruxelles - Belgique - Tel.: 32-2-534.48.82 - Fax: 32-2-537.96.61 - E-mail: quinoa@arcadis.be

LA GUERRE EN QUESTION

En Belgique, la première action de la caravane intercontinentale consiste en une manifestation pacifique devant l'OTAN. Cette manifestation était prévue de longue date et n'a donc pas été commandée par la guerre au Kosovo. La menace nucléaire et la course aux armements sont des sujets brûlants en Inde; pays qui a connu plusieurs conflits sanglants depuis la seconde guerre mondiale. Mais il n'empêche que la guerre en Yougoslavie donne un sens particulier à la manifestation.

Quoiqu'on en pense, la guerre au Kosovo ne peut laisser indifférent. Elle soulève toute une série de questions qui, parce qu'elles ne se posent pas en termes manichéens - pour Miloševic ou pour l'OTAN -, ne sont jamais abordées. Les 'Alliés' auraient déclaré la guerre pour des raisons morales et humanitaires. Mais ces mêmes raisons ne commanderaient-elles pas alors d'intervenir un peu partout dans le monde? Et notamment en Turquie - pays membre de l'OTAN - qui connaît depuis longtemps une guerre larvée contre les populations kurdes? De quelle légitimité jouit une organisation à vocation militaire comme l'OTAN qui décide d'une guerre sans consultation préalable des parlements?

Que reste-t-il du droit international
et de l'ONU qui sont dans
cette guerre au mieux
absents et au
pire niés?



Quel rôle critique peuvent encore jouer des médias qui semblent tous unanimes à justifier bon gré mal gré l'intervention de l'OTAN?

Quelle peut-être l'efficacité de cette guerre dont aucun des objectifs humanitaire - empêcher la purification ethnique -, militaire - détruire la puissance armée serbe - et politique - soutenir la résistance civile au régime de Milosevic et les droits des Kosovars - n'a été rempli et ne semble pouvoir être rempli? Quelle place a-t-on laissé aux sociétés civiles serbe et kosovar et à une solution politique et négociée du conflit?

Et enfin, qui représente cette 'communauté internationale' au nom de laquelle prétend agir l'OTAN ? On n'a pas assez souligné que les treize Etats latinoaméricains du groupe de Rio, plusieurs Etats africains, la Chine et la Russie notamment, ont dénoncé les frappes de l'OTAN comme constituant une violation patente des principes les plus fondamentaux du droit international.

Toutes ces questions, l'urgence militaire et humanitaire (en partie entretenue par les médias et l'OTAN) tend à les gommer.

La manifestation du 27 mai est l'occasion de les remettre au centre du débat.

FRÉDÉRIC THOMAS

Pour en savoir plus, voyez notamment *le Monde diplomatique* de mai 1999.
En Belgique francophone, vous pouvez contacter le CNAPD (Coordination
Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie). Tel.02/640.04.11 -
Fax. 02/640.42.12 et le GRIP (Groupe de Recherche pour l'Action et pour
la Paix) Tel.02/241.80.96; ou encore SSF (Socialisme Sans Frontière)
plantin@skynet.be

OGM : MANIPULATION DES ORGANISMES OU DES CITOYENS ?

Depuis deux décennies, l'apparition de plantes transgéniques (soja, colza, maïs, ...) constitue un bouleversement sans précédent dans le domaine de la production agricole et alimentaire. Il s'agit de plantes qui ont subi des manipulations génétiques afin de mieux résister aux aléas de l'environnement. Ce ne sont ni les consommateurs ni même les agriculteurs qui ont souhaité le développement des OGM.

Sans entrer dans le débat scientifique, la production des OGM soulève bien des questions et ce à différents niveaux. Le manque de transparence à la fois des

grandes
firmes et des
études faites sur
les risques éventuels
des OGM indiquent claire-
ment un mépris du consommateur
et du citoyen. Au niveau des objectifs réels,
la seule logique qui semble orienter la production des
industries agroalimentaires est le profit à court terme, indépen-
damment des risques écologiques et sociaux à plus long
terme. A cet égard, le nom qui revient le plus souvent est Mon-
santo; sorte de *World Company* dont l'histoire est un peu l'his-
toire des catastrophes de l'industrie chimique. Enfin, au niveau
social, la dépendance des paysans (principalement du Sud
mais aussi du Nord, comme nous le rappelle la caravane)
envers les industries agroalimentaires qui tendent à monopo-
liser les semences et la diversité génétique mondiale pour leur
seul profit, s'accroît tous les jours.

Jusqu'où? De manière plus fondamentale, la question qui se
pose est de savoir si les citoyens peuvent laisser à une poi-
gnée de chercheurs, à quelques multinationales et institu-
tions commerciales, le soin de décider pour tous de l'avenir
de notre agriculture, de notre alimentation, de notre santé et
de notre environnement?

RAPHAËL MANGANO

Pour plus d'info, voir notamment le site web 'Agir pour l'environnement': www.globenet.org/apc/ogm/ogm.html ou le mini dossier consacré au OGM par le Réseau des Consommateurs Responsables. Tel.02/547.06.11

Contact: Quinoa, ONG
73 rue Bosquet
1060 Bruxelles
Belgique E-mail: quinoa@arcadis.be
Tel.: 32-2-534.48.82
Fax: 32-2-537.56.04